



ROYAUME DU MAROC
Ministère de la fonction publique
et de la modernisation
de l'Administration



CDL-UD(2016)007

Or. fr.

COMMISSION EUROPEENNE POUR LA DEMOCRATIE PAR LE DROIT
(COMMISSION DE VENISE)

en coopération avec

**LE MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA
MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DU ROYAUME DU MAROC**

Séminaire régional pour les hauts cadres de l'administration

UniDem

“GOUVERNEMENT OUVERT”

**Centre d'Accueil et de Conférences
Avenue Essanouabar, HAY RIAD, Rabat, Maroc**

4 - 7 avril 2016

LA BUDGETISATION SENSIBLE AU GENRE

par

**Mme Zineb BOUBA (Chef de service du rapport économique, Ministère de
l'Economie et des Finances, Maroc)**



LA BUDGÉTISATION SENSIBLE AU GENRE AU MAROC: RÉALISATIONS ET PERSPECTIVES

**Direction des Etudes et des Prévisions Financières
Ministère de l'Economie et des Finances
Avril 2016**

PLAN

I POURQUOI LA BSG?

II CONTEXTE NATIONAL FAVORABLE À
L'APPLICATION DE LA BUDGÉTISATION SENSIBLE
AU GENRE

III EXPÉRIENCE MAROCAINE EN MATIÈRE DE BSG
: LES ACQUIS D'UNE EXPÉRIENCE MODÈLE

IV VOIES DE PROGRÈS: LE CENTRE D'EXCELLENCE DE LA
BSG (CE-BSG)

1. POURQUOI LA BSG?

1. CONTEXTE MONDIAL, RÉGIONAL ET NATIONAL MARQUÉ PAR LE DÉVELOPPEMENT DES INÉGALITÉS ET NOTAMMENT DE GENRE

Les trois dernières décennies ont été marquées, partout dans le monde, par la réalisation d'une croissance économique qui s'est accompagnée d'une hausse des inégalités de toutes sortes :

- **D'accès aux opportunités économiques:** Les opportunités économiques générées par la croissance ont été, dans certains pays, essentiellement saisies par de grandes entreprises sans un essor significatif des petites structures du secteur privé;
- **De territoires:** La croissance a surtout bénéficié aux grandes concentrations urbaines au détriment d'autres régions insuffisamment pourvues en ressources et en infrastructures physiques et institutionnelles (milieu rural en particulier) ...;
- **De classes d'âge :** Les jeunes constituent la classe d'âge la plus affectée par la pauvreté et le chômage et sont privés de perspectives d'inclusion;
- **De genre :** En dépit des efforts faits au cours des dernières années, de fortes disparités entre les hommes et les femmes persistent dans plusieurs domaines comme l'accès à l'éducation, à la santé et aux opportunités économiques...;

Crise économique mondiale (faibles niveaux d'investissement, atonie de la croissance, chômage élevé, volatilité des marchés...)
a accentué les inégalités

Comment rendre alors les politiques publiques plus soucieuses des questions d'égalité? quels moyens? quels dispositifs?

1. COMMENT RENDRE LES POLITIQUES PUBLIQUES PLUS SOUCIEUSES D'ÉGALITÉ?

1. Un ciblage pertinent des populations cibles grâce à une logique de proximité et de juste appréciation de leurs besoins, notamment, au regard des inégalités sociales, générationnelles, spatiales et de genre.

2. Une prise en considération de l'indivisibilité des droits et donc de l'extrême importance d'une vision intégrée et cohérente pour optimiser les financements et maximiser l'impact des politiques publiques, des programmes et des projets établis en réponse aux besoins différenciés des populations cibles.

Dispositif opérationnel au service de l'égalité garantissant la transparence, la redevabilité et la reddition des comptes :

La Budgétisation Sensible au Genre sous le prisme des droits humains

3. Des modes de financement basés sur une approche de gestion axée sur les résultats: objectif de réduction des inégalités et de développement durable, démarche intégrée (Etats , secteur privé, société civile, bailleurs de Fonds, institutions bilatérales et multilatérales...).

4. Renforcement de la redevabilité : des systèmes de suivi-évaluation sensible au genre (Indicateurs sensibles au genre émanant des systèmes d'information régulièrement alimentés).

1. POURQUOI L'INTÉGRATION DU GENRE DANS LES BUDGETS?

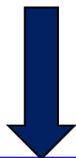
Le budget est l'instrument le plus important mis à la disposition du Gouvernement pour atteindre les objectifs de développement du pays et reflète:

- La politique économique et sociale du pays;
- Les priorités arrêtés au regard des financements mobilisés;



C'est à travers les budgets que les politiques et programmes publics sont traduits en termes d'allocation de ressources;

"La Loi de finances prévoit, évalue, énonce et autorise, pour chaque année budgétaire, l'ensemble des ressources et des charges de l'Etat, dans les limites d'un équilibre économique et financier qu'elle définit".



L'intégration de la dimension genre dans la planification et l'élaboration du budget est donc essentielle pour une allocation, pertinente et efficace des ressources en pérennant en considération les besoins différenciés des populations cibles.

1. IL CONSISTE EN QUOI LA BSG?

La BSG:

- ❑ Tient compte des rapports sociaux, des préoccupations et des intérêts *différenciés* des composantes de la population cible, lors de la formulation, de l'exécution et de l'évaluation des politiques publiques ;
- ❑ Vise à assurer l'équité du genre et à améliorer l'efficacité et la cohérence des politiques publiques à travers une meilleure allocation des ressources budgétaires;
- ❑ Introduit l'équité du genre dans les indicateurs de performance et renforce l'obligation de rendre compte et la transparence publique.



- ❑ La BSG n'implique pas l'élaboration de budgets séparés pour les hommes et pour les femmes:
 - La BSG ne signifie pas une augmentation des dépenses pour les programmes destinés uniquement au profit des femmes ;
 - La BSG n'est pas une compilation de mesures et d'allocations budgétaires destinées uniquement aux femmes.

2. OBJECTIFS DE LA BSG: VERS UN RENFORCEMENT DE LA REDEVABILITE SENSIBLE AU GENRE

Objectif 1: Assurer la réalisation des droits et des normes exprimés dans les instruments des Nations Unies relatifs aux droits de la personne qui exigent la mise en place de *Mécanismes Robustes de Redevabilité*.

Objectif 2: Veiller à ce que les femmes participent, à part entière, aux processus de supervision ou de responsabilisation.

Objectif 3: Les engagements nationaux relatifs à l'égalité des sexes et aux droits des femmes doivent figurer parmi les critères selon lesquels sont évaluées les décisions publiques.

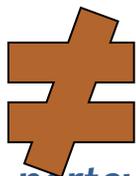
Objectif 4: Repenser les pratiques de planification, de programmation et d'exécution des politiques publiques dans le souci d'assurer l'équité à travers des politiques de proximité en phase avec l'accès aux droits fondamentaux :

- *en amont par la sélection des projets, au niveau de la planification, à partir de leur impact attendu selon l'optique genre,*
- *en aval, par l'analyse de l'impact des budgets, sur les hommes, les femmes, les garçons et les filles.*

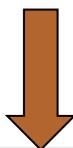
2. CONTEXTE NATIONAL FAVORABLE À L'ADOPTION DE LA BUDGÉTISATION SENSIBLE AU GENRE

2. CONTEXTE NATIONAL FAVORABLE A L'ADOPTION DE LA BSG

- ❖ *Résultat d'une lutte démocratique menée principalement par le mouvement des femmes en quête continue de l'équité et de l'égalité comme fondement de la démocratie;*



- ❖ *Un contexte régional peu porteur sur le plan des référentiels culturels et politiques* La zone MENA a émis le plus grand nombre de réserves sur les instruments universels des Droits de l'Homme.



Démocratisation continue et irréversible : Dynamique sociale et politique à la recherche de progrès sur le plan de la démocratie et de l'efficience économique

Engagement du Maroc à travers la ratification des instruments internationaux des Droits de l'Homme dans leur acception universelle.

Avancées en faveur de la prise en compte de la dimension genre dans les politiques publiques

2. CONTEXTE NATIONAL FAVORABLE A L'ADOPTION DE LA BSG

- ❖ **Effort continu d'adhésion aux instruments internationaux des Droits de l'homme**
 - ✓ Pacte international relatif aux droits civils et politiques ;
 - ✓ Pacte international relatif aux droits économiques sociaux et culturels;
 - ✓ Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale;
 - ✓ Convention sur l'Elimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Egard des Femmes ;
 - ✓ Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;
 - ✓ Convention relative aux droits de l'enfant;
 - ✓ Convention internationale sur la protection des droits de tous les migrants et des membres de leur famille;
 - ✓ Convention relative aux droits des personnes handicapées;
 - ✓ Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées...

Adhésion du Maroc au Protocole Optionnel de la CEDAW, le 8 avril 2011: Initiative saluée par le Conseil des Droits de l'Homme dans le cadre du deuxième cycle de l'Examen Périodique Universel (Genève, mai 2012)



Adoption par le Parlement, en juillet 2015, de la Loi n°125/12 portant sur l'approbation dudit protocole

2. CONTEXTE NATIONAL FAVORABLE A L'ADOPTION DE LA BSG

- ❖ **Processus soutenu de conformité avec les normes universelles des droits humains** (réformes des codes de la famille, de la nationalité et du travail, nouvelle Loi sur les partis politique, l'adoption du scrutin de liste à la proportionnelle et de la liste nationale au Parlement, la révision de la Charte Communale en 2002 puis en 2008, modification du code pénal (de 2003 au 2007),..., adoption, en 2015, d'une nouvelle Loi Organique Relative à la Loi de Finances (LOF) institutionnalisant l'élaboration d'indicateurs de performance sensibles genre...

Mise en place de stratégies et de programmes intégrant la dimension genre

- ❖ Mise en œuvre dès l'année 2005 de l'INDH ;
- ❖ Adoption en 2006 de la stratégie nationale pour l'intégration de l'approche genre dans les politiques et programmes de développement ;
- ❖ Lettre d'Orientation du Premier Ministre sur la prise en compte de la dimension genre dans la pour la préparation des projets de Loi de Finances de 2007 et de 2008;
- ❖ Adoption, en juillet 2013, par le Gouvernement du Plan Gouvernemental pour l'égalité en perspective de la parité (2012-2016)

Accélération du processus à travers l'adoption, le 1er juillet 2011, par voie référendaire de la nouvelle Constitution : Véritable charte des libertés.

2. CONTEXTE NATIONAL FAVORABLE A L'ADOPTION DE LA BSG



Royaume du Maroc
Secrétariat Général du Gouvernement
(Direction de l'Imprimerie Officielle)

LA CONSTITUTION

EDITION 2011

SERIE

« DOCUMENTATION JURIDIQUE MAROCAINE »

Constitution de 2011 véritable charte des Droits et des Libertés consacrant la primauté des conventions internationales dûment ratifiées par le Royaume

- ❖ Préambule (partie intégrante de la Constitution) : Engagement du pays à développer une société solidaire où tous jouissent de la sécurité, de la liberté, de l'égalité des chances, du respect de leur dignité et de la justice sociale, dans le respect des droits et des devoirs de la citoyenneté ;
- ❖ 21 articles ont été consacrés au renforcement de l'accès égal aux droits civils, économiques, sociaux, culturels et environnementaux :
 - ✓ Article 19 stipule que l'homme et la femme jouissent, à égalité, des droits et libertés à caractère civil, politique, économique, social, culturel et environnemental ;
 - ✓ Article 164 qui prévoit la création d'une Autorité pour la Parité et la Lutte Contre Toutes Formes de Discrimination chargée de veiller sur le respect des droits et libertés prévues à l'article 19.

3. EXPÉRIENCE MAROCAINE EN MATIÈRE DE BSG : LES ACQUIS D'UNE EXPÉRIENCE MODÈLE

3. BSG- MAROC

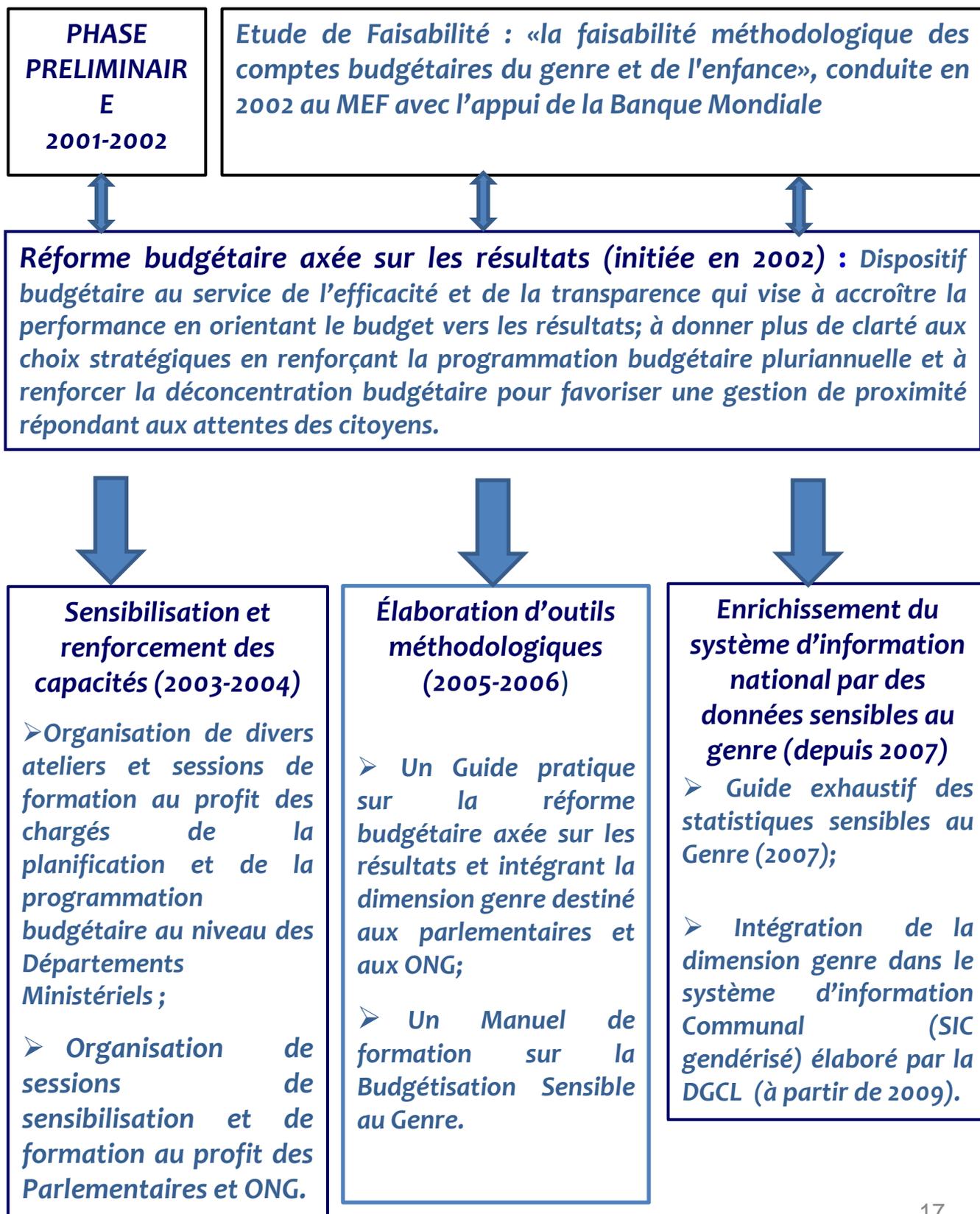
« ...Notre pays a fait de cette question (question de l'égalité et de la parité) un des axes principaux de ses politiques publiques, notamment, en développant la budgétisation sensible au genre, reconnue par les Nations unies comme une démarche pionnière. Nous savons, cependant, qu'il nous reste beaucoup à faire ...»

Extrait du message Royal adressé au Forum Mondial des Droits de l'Homme - le 27 novembre 2014 -.

3. BSG-MAROC: PRINCIPALES ÉTAPES

PHASE PRELIMINAIRE 2001-02	PREMIERE PHASE 2003-04	DEUXIEME PHASE 2005-09	TROISIEME PHASE 2010-2012	APRÈS 2012
<p>1. Etude de Faisabilité</p>	<p>1.Sensibilisation</p> <p>2.Définition d'une stratégie</p> <p>3.Élaboration des outils</p> <p>4.Renforcement des capacités (ONG et Etat)</p>	<p>1.Elaboration du Rapport Genre accompagnant La Loi de Finances</p> <p>2. Enrichissement de système d'information national par les données sensibles au genre</p>	<p>1.Renforcement de l'appropriation de la BSG</p> <p>2.Suivi/Evaluation Genre des politiques publiques : Vers l'appropriation de l'approche fondée sur les Droits Humain</p>	<p>1.Appropriation de l'application de la BSG sous le prisme des Droits Humain</p> <p>2.Opérationnalisation du Centre d'Excellence de la BSG</p>

3. BSG-MAROC: PRINCIPALES RÉALISATIONS



3. BSG-MAROC: PRINCIPALES RÉALISATIONS

- ❖ *Elaboration de 11 éditions du Rapport Genre (RG) depuis 2005 : Un effort continu d'amélioration en termes quantitatif et qualitatif.*

Evolution quantitative: Le nombre des départements ne cesse d'augmenter :

➤ **2005-2007:** de 4 à 17 départements;

➤ **2008:** 21 départements;

➤ **2009-2010:** 25 départements;

➤ **31 Départements Ministériels couverts par le RG en 2015 soit plus de 80% du budget de l'Etat avec intégration des nouvelles institutions constitutionnelles;**

Evolution qualitative: Amélioration continue des approches analytiques adoptées:

➤ **2005-2007 :** Un canevas analytique axé sur une analyse genre de la situation, une analyse des priorités publiques, programmes et projets mis en œuvre ainsi qu'une analyse genre des budgets;

➤ **2008:** Une analyse des indicateurs de performance des budgets de fonctionnement et d'investissement a été intégrée ;

➤ **2009-2010:** Une analyse intersectorielle selon l'approche des droits humains a été éintégrée au RG.

➤ **A partir de 2011:** Adoption d'une approche analytique permettant de jeter les bases d'une évaluation genre des politiques publiques sous le prisme des droits humains;

- ❖ *Ce rapport permet d'asseoir les bases d'une redevabilité du Gouvernement vis-à-vis du parlement et du citoyen et prend en considération le travail et les avis des institutions consultatives érigées par la nouvelle Constitution.*

3. BSG-MAROC: PRINCIPALES RÉALISATIONS

	ACCES EQUITABLE AUX DROITS CIVILS ET POLITIQUES
	Ministère de la Justice et des Libertés
ACCES EQUITABLE AUX DROITS SOCIAUX	Ministère des Habous et des Affaires Islamiques
Initiative Nationale pour le Développement Humain	Direction Générale des Collectivités Locales
Ministère Délégué chargé de l'Eau	Ministère chargé des Relations avec le Parlement et la Société Civile
Ministère Délégué chargé de l'Environnement	
Haut-Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification	Ministère de la Solidarité, de la Femme, de la Famille et du Développement Social
Département de l'Energie	Ministère chargé de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration
Ministère de l'Habitat et de la Politique de la Ville	
Ministère de l'Équipement, du Transport et de la Logistique	BENEFICE EQUITABLE DES DROITS ECONOMIQUES
Ministère de la Santé	Ministère de l'Emploi et des Affaires Sociales
Département de l'Éducation Nationale	Département de l'Agriculture
Département de l'Alphabétisation et de l'Éducation Non Formelle	Département des Pêches Maritimes
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de la Formation des Cadres	Département de l'Industrie et du Commerce
	Domaine des Nouvelles Technologies

3. RAPPORTS BUDGET GENRE 2012, 2013, 2014, 2015 et 2016: UNE EXPERIENCE CONCLUANTE D'EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES AU REGARD DES DROITS HUMAINS

Le RG 2016 (11ème édition du RG) acte la cinquième année d'application de l'approche fondée sur l'évaluation genre des politiques publiques sous le prisme des droits humains

Une démarche en trois étapes :

1. Cadre normatif

➤ renvoie à la ratification et adoption d'instruments juridiques et à la mise en place de mécanismes institutionnels jugés nécessaires permettant la réalisation du droit considéré

2. Processus

➤ renseigne sur la manière dont l'État s'attache à exécuter ses obligations en matière des droits de l'Homme :

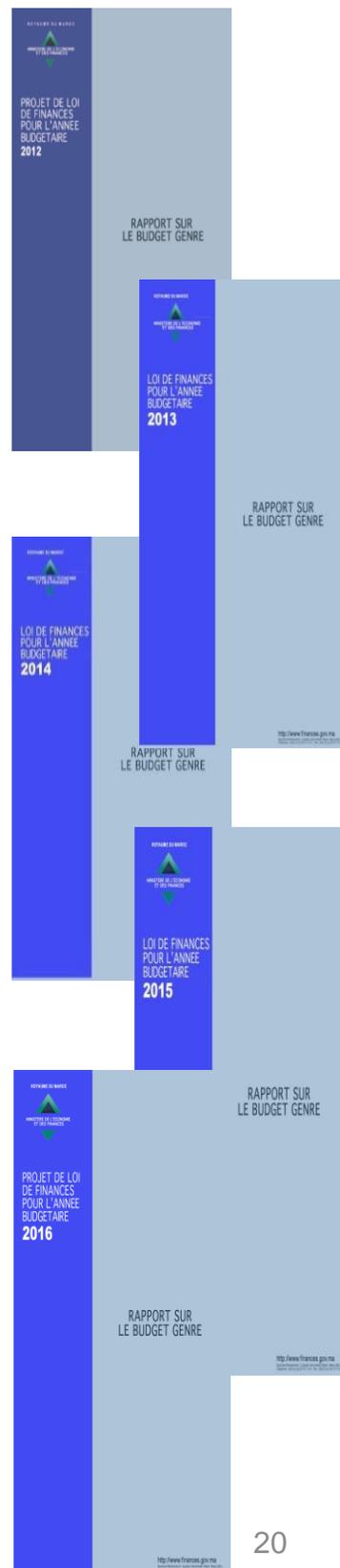
❖ Déclinaison des programmes, projets et actions mis en place et considérant la dimension genre.

3. Résultats

➤ traduisent le degré de réalisation d'un droit et apprécient le degré de jouissance du droit considéré:

❖ Évaluation des résultats obtenus (comparaison avec les objectifs escomptés);

❖ choix d'indicateurs en conformité avec le Rapport du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme relatif aux indicateurs propres à la promotion et la surveillance de la mise en œuvre des droits de l'Homme.



3. DÉMARCHE DU BUDGET GENRE : UNE OPORTUNITE D'INTEGATION DE LA DIMENSION GENRE DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES



3. PRISE EN COMPTE DE LA DIMENSION GENRE DANS LES INDICATEURS D'OBJECTIFS: CAS DU DÉPARTEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE :

Programme	Indicateur d'objectifs	Prévision 2013	Prévision 2014
☐ FORMATION PAR APPRENTISSAGE	- Pourcentage des apprentis Filles (public + privé)	40,00	40,00
	- Pourcentage de lauréates filles de la formation par apprentissage dans les secteurs publics et privés	42,00	42,00
☐ FORMATION CONTINUE ET FORMATION DE FORMATEURS	- Pourcentage des stagiaires filles de la FP résidentielle	58,00	58,00
☐ OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL	- Stagiaires filles en formation	42,00	45,00
	- Pourcentage de lauréates filles	40,00	42,00
	- Stagiaires filles dans les CFP des établissements pénitentiaires	11,00	13,00
	- Pourcentage de lauréates filles des CFP dans les établissements pénitentiaires	9,00	10,00

❖ *Le Département de la Formation Professionnel est l'un des départements les plus avancés en matière d'intégration de la dimension genre dans ses indicateurs d'objectifs: Fruit d'une application appropriée de la gestion axée sur les résultats (budgets déclinés par programmes, projets, résultats, objectifs et indicateurs chiffrés)*

☐ ECOLE SUPERIEURE DE	en formation en cycle de licence professionnelle	53,00	50,00 ²²
-----------------------	--	-------	---------------------

3. NOUVELLE LOF: UNE OPPORTUNITÉ POUR UNE APPLICATION DE L'ANALYSE GENRE DES POLITIQUES PUBLIQUES SOUS LE PRISME DES DROITS HUMAINS

❖ **Réforme de la Loi Organique Relative à la Loi de Finances (LOF) :**
Une voie de progrès vers l'effectivité de la coordination des politiques publiques



Principe de base de la nouvelle LOF : *lier les dépenses publiques aux résultats et ce, dans le but d'évaluer l'efficacité des politiques publiques, en prenant en considération les besoins différenciés des populations cibles afin d'améliorer leur impact , notamment, d'un point de vue genre*



Quels sont les mécanismes d'application de la nouvelle LOF?

3. NOUVELLE LOF EN 2015 : ABOUTISSEMENT DE L'INSTITUTIONNALISATION DE LA BSG

Mécanismes d'opérationnalisation de la nouvelle LOF

- Adoption d'une nouvelle architecture budgétaire basée sur les programmes (lisibilité) **en ligne avec la programmation budgétaire axée sur les résultats**

- Elaboration par chaque Ministère d'un rapport «Projet Ministériel sur la Performance» accompagnant les discussions des budgets Ministériels mettant en exergue :
 - ✓ **La stratégie du Département ;**
 - ✓ **La déclinaison de la stratégie en programmes et projets tenant compte de la dimension régionale et du genre;**
 - ✓ **La définition détaillée des indicateurs de performance accompagnée de la méthodologie de calcul.**

- Elaboration par chaque Ministère d'un rapport de performance accompagnant la présentation au Parlement du projet de Loi de règlement.



Article 39 stipule que chaque programme, qui est décliné en projets et actions relevant d'un même Ministère ou d'une même institution, devrait être associé à des objectifs définis, ainsi **que des indicateurs chiffrés permettant de mesurer les résultats atteints tout en prenant en considération la dimension genre.**

Article 48 a cerné les différents rapports qui devraient accompagner la présentation du projet de Loi de Finances dont **le Rapport relatif au Budget axé sur les Résultats tenant compte de l'aspect Genre.** a consacré le rôle du rapport comme instrument par excellence d'évaluation genre des politiques publiques.

3. COOPÉRATION: ESPACE D'ÉPANOUISSEMENT DE LA BSG

- ❖ *Expérience sollicitée par plusieurs pays d'Afrique (Tunisie, Algérie, Egypte, Mauritanie, Sénégal, Mali, Rwanda, Mozambique, Afrique du Sud, Côte d'Ivoire...), du Moyen Orient (Palestine, Jordanie...), d'Europe (France, Belgique, Espagne...) et d'Amérique Latine (Pérou, Bolivie, Chili, Equateur....).*
- ❖ *Consécration de l'expérience marocaine à travers la déclaration de Mme Michelle Bachelet (Sous Secrétaire Générale de l'ONU et Directrice Exécutive de l'ONU-Femmes) lors de sa visite au Maroc, le 08 mars 2012.*
- ❖ Tenue à Marrakech, en novembre 2012, de la Conférence internationale de haut niveau sur la BSG avec la participation de plus de 200 personnes en provenance de plus de 30 pays représentant tous les continents et les organisations internationales concernées.
 - ✓ *Adoption de la Déclaration de Marrakech relatant les recommandations de la conférence comme Document Officiel des Nations Unies;*
- ❖ Désignation du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) parmi les premiers membres actifs de la Communauté de Pratiques relative au financement de l'égalité des sexes, lancée par le Président de la Banque Mondiale en avril 2014 à Washington.
- ❖ Reconnaissance des efforts déployés par le MEF en matière de BSG, le Ministère a obtenu le premier prix d'excellence pour le service public en juin 2014 (catégorie 4 relative aux efforts déployés pour promouvoir l'égalité de genre) décerné par la commission des experts des Nations Unies du service public.

4. VOIES DE PROGRÈS: LE CENTRE D'EXCELLENCE DE LA BSG (CE-BSG)

4. VOIE DE PROGRÈS : LE CENTRE D'EXCELLENCE DE LA BSG (CE-BSG)

En réponse aux recommandations de la conférence de Marrakech appelant au renforcement d'un environnement propice au développement, à la gestion et au partage des connaissances ainsi qu'à l'échange d'expertises et de bonnes pratiques en matière de BSG, le Centre d'Excellence de la BSG a été créé, au MEF, en partenariat avec ONU-Femmes (février 2013)



CE-BSG : Plate forme d'apprentissage progressif et de développement d'expertise, notamment, par le biais de la mise en relation des différents intervenants dans le domaine de la BSG à l'échelle nationale, régionale et mondiale (réseau des réseaux)



Opérationnalisation et
fonctionnement du CE-BSG

- Signature d'une Convention de Partenariat entre le MEF et ONU Femmes pour la mise en place, le fonctionnement et le développement du CE-BSG en juin 2013;
- CE-BSG dispose d'organes de gouvernance (Comités de pilotage et technique), d'une stratégie d'action et d'une plate forme de gestion des connaissances novatrice et ouverte aux utilisateurs (KM-BSG);
- Une équipe chargée du fonctionnement du CE-BSG a été recrutée.

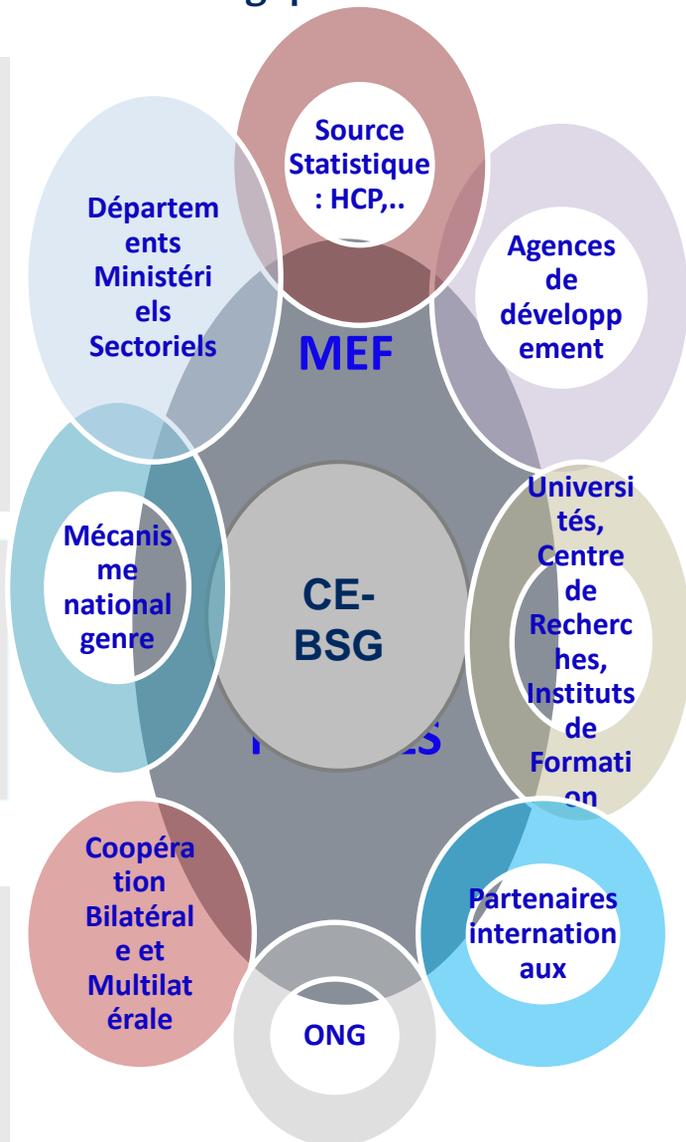
4. STRATÉGIE D'ACTION DU CE-BSG ET PARTIES PRENANTES

❖ Les missions du Centre d'Excellence en la Budgétisation Sensible au Genre sont articulées autour de trois axes stratégiques :

❖ **Axe 1** : Capitalisation du savoir cumulé résultant de l'expérimentation graduelle de la BSG et ce, notamment, moyennant le système de gestion des connaissances KM-BSG développé au sein du Ministère de l'Economie et de Finances en partenariat avec ONU Femmes;

❖ **Axe 2** : Approfondissement et la rénovation conceptuelle, en privilégiant la recherche et l'innovation en matière de BSG à l'échelle nationale et mondiale;

❖ **Axe 3** : Renforcement de l'appropriation de la BSG par l'ensemble des intervenants, à travers le renforcement des capacités des acteurs concernés, moyennant un dispositif de formation adapté ainsi que l'organisation de conférences et de visites portant sur des thématiques pertinentes.



4. MISE EN RÉSEAU DES PARTIES PRENANTES DU CE-BSG : LA PLATE FORME KM-BSG

Pour la mise en réseau de l'ensemble des parties prenantes, le CE-BSG s'appuie sur la plate forme électronique de gestion de connaissance (Knowledge Management) KM-BSG

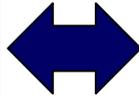


Plate-forme Internet globale de Gestion de contenu, de collaboration, de partage des connaissances, d'animation de communautés et de Réseaux sociaux professionnels

Fonctionnalités KM-BSG

- La capitalisation de la documentation électronique et papier en relation avec la BSG (rapports, actes de manifestations, guides, comptes rendu...)
- La gestion des réseaux et communautés de pratique et la capitalisation du savoir-faire, du retour d'expériences et de la mémoire tacite.

Plate forme KM-BSG fonctionnelle et accessible

- Accessible sur Internet en saisiss l'adresse

URL : <http://km-bsg.finances.gov.ma>



4. VOIE DE PROGRÈS : OPÉRATIONNALISATION DU CENTRE D'EXCELLENCE DE LA BSG (CE-BSG)

Activités réalisées depuis la création du CE-BSG:

- **Mars 2014:** Atelier de renforcement des capacités en matière de BSG au profit d'une délégation de femmes parlementaires sénégalaises;
- **Mai 2014:** Rencontre internationale pour la constitution d'un réseau «Mixité-Gouvernance autour de la Méditerranée»;
- **Décembre 2014:** Atelier de formation au profit des départements ministériels sur la BSG et les indicateurs de performances gendrés tenu les 02 et 03 décembre 2014;
- **Janvier 2015:** Atelier de Formation et d'échanges sur le Gender mainstreaming et sur la Budgétisation Sensible au Genre (BSG) au profit au profit des départements sectoriels partenaires de la CTB ainsi que les départements pilotes impliqués dans la phase test des dispositions de la nouvelle LOF.
- **Janvier 2015:** Visite d'échange d'une délégation du Bénin composée de hauts responsables représentants des Ministères des Finances, de la Planification et du Développement Social.
- **octobre 2015:** Atelier de travail au profit d'une délégation palestinienne composée des représentants du Ministère des Finances palestinien et d'ONU Femmes-Palestine.
- **novembre 2015:** Atelier de travail au profit d'une délégation ivoirienne de haut niveau, composée des député(e)s de l'Assemblée Nationale et des représentants des Ministères de l'Economie et des Finances, du Budget, de la Solidarité, Famille, Femme et Enfant et du Plan.



Direction des Etudes et des Prévisions Financières

<http://www.finances.gov.ma/depf/depf.htm>